

FRONT EL-MOUSTAKBEL :

«Certains dépassements  
suscitent des craintes»

Comme le veut la tradition, c'était à Aziz Bélaïd de donner le coup d'envoi de la campagne électorale, officiellement ouverte hier, en animant une conférence de presse au siège de son parti, le Front El-Moustakbel.

A. Chérif - Alger (Le Soir) - L'ancien candidat aux présidentielles a focalisé son intervention sur le contenu de son programme résumé en onze points dans un dépliant remis à tous les présents. Un programme, dit-il, englobant la vision de son parti pour la réforme des secteurs stratégiques, tels que la santé, la justice mais aussi l'éducation, le tourisme et la diplomatie. «Nous avons de nouvelles idées, et nous avons tenté de les transmettre du mieux que nous pouvons afin d'aider notre pays à aller de l'avant.» Aziz Bélaïd a opté pour une brève intervention, choisissant les messages flash aux discours politiques habituels. S'en est suivi,

naturellement, un jeu de questions-réponses avec les journalistes présents et particulièrement curieux de savoir comment ce dernier allait s'y prendre pour convaincre les Algériens de prendre part à un scrutin auquel ils semblent ne pas prêter grand intérêt. Le conférencier se dit lui aussi préoccupé par le risque d'abstention. Une réalité, dit-il, «qui découle tout droit du problème de confiance qui se pose entre les citoyens et les gouvernants». Il poursuit : «Les discours que nous écoutons au sein de la population trahissent le peu de crédit accordé à tout ce qui se fait. Le problème est que tout le monde raisonne de la même manière aujourd'hui. Le message qui est transmis aux candidats est très révélateur. Ce sont toujours les mêmes phrases que nous entendons : combien vous a-t-on donné ? C'est bon, vous avez eu votre quota ? Les Algériens partent avec un a priori, pour eux les jeux sont faits et il ne sert donc à rien de voter. Pour nous, il est essentiel de dépasser cette manière de penser, de sortir de cette vision, de toute

cette terminologie, car, en fait, on évoque cette situation comme si le peuple était absent. Or, ce n'est pas le cas.»

Après un moment de silence, Aziz Bélaïd reprend. Il lâche la phrase : «A mon avis, ce problème d'abstention est dû au pouvoir. Les Algériens doivent cependant savoir que s'ils viennent voter le jour du scrutin, il n'y aura pas fraude.» Relancé par un journaliste, il évoque ensuite «certains comportements qui jettent le doute» et le peu de «pouvoir qu'ont les partis politiques pour faire barrage à ces pratiques».

«Nous savons qu'il y a certains dépassements, et il est donc tout à fait naturel qu'ils soulèvent des craintes», ajoute-t-il. Le responsable du Front El-Moustakbel s'explique : «Il faut dépasser certaines pratiques administratives et séparer l'acte de vote de tous les problèmes, de toutes ces entraves auxquelles nous pouvons faire face. Pour cette raison, je dis que seul le peuple peut changer les choses en participant au scrutin.»

A. C.

AHD 54

Fawzi Rebaïne dénonce  
des obstacles administratifs

Le parti AHD 54 qui devait se lancer dans la course électorale dans 25 wilayas n'a finalement pu être présent que dans onze wilayas. Le reste de ses listes a été rejeté. Un rejet injustifié, dénonce Fawzi Rebaïne.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le président de AHD 54 a entamé hier sa campagne électorale en organisant une conférence de presse pour dénoncer les différents obstacles auxquels le parti a fait face avant de pouvoir valider ses listes. En raison de ces blocages, le parti ne pourra pas se lancer dans ces élections législatives dans toutes les wilayas prévues. Fawzi Rebaïne a indiqué que son parti n'a

pas pu valider ses listes électorales dans les 25 wilayas où il comptait participer. Pourtant, explique le président du parti, il ne s'agit pas d'un problème de signatures. Au final, AHD 54 participera à ces législatives dans seulement onze wilayas. Le parti dénonce des blocages administratifs injustifiés. «Nous avons réuni toutes les conditions dans ces wilayas où nos listes ont été rejetées mais à chaque fois l'administration trouvait des obstacles infondés pour nous évacuer de la course électorale», a indiqué le conférencier. Le parti, dit-il, a fait tous les recours mais ces derniers ont été aussi rejetés. Le problème majeur, selon M. Rebaïne, c'est la mauvaise volonté politique. «Pourquoi autant d'obstacles lorsqu'un parti politique veut participer au débat politique et une course électorale ?» s'inter-

roge le président du parti. La raison de ces obstacles, dit-il, c'est pour ne pas permettre au parti d'avoir une véritable représentativité dans l'Assemblée populaire nationale. Selon Fawzi Rebaïne, tout le processus électoral a été fait de sorte à faire échouer toutes les personnes qui veulent créer une alternative. La future Assemblée sera d'ailleurs, prévoit-il, une Assemblée de milliardaires qui ne pourra pas apporter une alternative. Le président de AHD 54 doute même de la participation des citoyens dans ces législatives. «Qui voudra aller voter pour des personnes qui ont créé le chaos économique et social dans ce pays et qui ont comme seul programme le programme du Président ?» s'interroge encore Rebaïne.

S. A.

TIZI-OUZOU

Le RCD dénonce «l'agression et l'interpellation»  
de ses colleurs d'affiches

A peine a-t-elle commencé que la campagne électorale a enregistré un premier incident. En effet, à en croire le RCD, six colleurs d'affiches dont le candidat tête de liste de ce parti ont été interpellés de manière musclée par les policiers, dans la nuit de samedi à dimanche, peu de temps après minuit.

C'est ce qu'ont déclaré les responsables du Rassemblement pour la culture et la démocratie lors de la conférence de presse organisée dans la matinée d'hier, dimanche pour leur programme de campagne et leurs candidats.

«La campagne a connu un début spectaculaire ; les policiers ont agressé six de nos militants dont le candidat tête de liste qui étaient en train de coller des affiches sur le mur de notre siège», affirme M. Ikharbane qui dénonce une interpellation «illégale et arbitraire». «Les policiers ont agi comme de vulgaires délinquants», renchérit Y. Issiouène, le candidat qui conduit la liste du RCD.

«Cet acte est le signe que le pouvoir veut museler le RCD à défaut de l'empêcher d'avoir les suffrages de la population», s'indigne-t-on au sein du Rassemblement pour la culture et la démocratie qui promet de saisir la

justice à l'encontre des services de sécurité. Sur un autre plan, le RCD ne cache pas son optimisme quant à l'issue de ce scrutin du 4 mai pro-

chain. «Notre seul adversaire, c'est l'abstention», clament les animateurs de la conférence de presse qui se considèrent en terrain conquis.

Le RCD qui, visiblement, minimise l'influence des listes concurrentes surtout celles du FLN et du RND, des partis qui «ont des clientèles et non des militants», annonce le candidat tête de liste du RCD

BLIDA

L'affichage anarchique des candidats  
aux législatives révolte les citoyens

Les associations et autres représentants de la société civile de Blida ont demandé aux partis candidats aux législatives de ne pas placarder anarchiquement leurs affiches sur les murs et autres façades d'immeubles qui viennent de faire l'objet de ravalement, surtout que certains d'entre eux ont été décorés par des artistes-peintres et des plasticiens.

Blida, notamment son chef-lieu de wilaya, a repris sa beauté d'antan et les aménagements d'embellissement entrepris depuis quelques mois par les trois sociétés d'éclairage public, d'espaces verts et de nettoyage, sous la houlette du premier responsable de l'exécutif, lui ont redonné son qualificatif d'autrefois, à savoir celui de ville des Roses.

C'est pour ces raisons que les citoyens et les associations ont réagi pour que l'expérience des années

«(qui) est la première force politique de la wilaya où nous comptons le plus grand nombre d'élus locaux. Nous comptons confirmer sinon améliorer notre position de parti majoritaire lors des prochaines élections», dira le candidat du RCD qui redoute le spectre de l'abstention. Et d'ajouter : «Pour nous, l'enjeu principal c'est la participation.»

S. A. M.

FEDERICA MOGHERINI L’AFFIRME À ALGER :

«L’Europe continue  
de soutenir la position de l’ONU  
sur le Sahara occidental»

L’Union européenne a réaffirmé hier dimanche à Alger, par la voix de sa haute représentante pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, vice-présidente de l’Union, l’Italienne Federica Mogherini, sa position par rapport à la question du Sahara occidental : «Nous ne changerons pas notre position vis-à-vis du Sahara occidental. L’Union européenne continuera à soutenir le travail des Nations-Unies pour l’autodétermination du peuple sahraoui», affirmera la chef de la diplomatie européenne.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'était au cours d'une conférence de presse qu'elle a animée conjointement avec le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, au siège du ministère des Affaires étrangères, à l'issue de sa visite de deux jours. Elle répondait ainsi à une question relative au non-respect, par certains pays membres de l'Union européenne, du verdict de la Cour de justice européenne interdisant l'exploitation et l'importation des produits provenant des territoires sahraouis. A ce sujet, la diplomate européenne affirmera que l'Union est au stade «de l'évaluation technique s'agissant de ces produits agricoles».

La visite de la haute représentante pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité à Alger était l'occasion, par ailleurs, de «revisiter» l'Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne. Elle intervient à moins d'un mois de la réunion de la 10<sup>e</sup> session du Conseil d'association tenue à Bruxelles en mars dernier. «Nous sommes à la veille d'entamer une nouvelle étape dans nos relations», estimera Ramtane Lamamra. «Nous avons discuté en profondeur un certain nombre de questions d'ordre bilatéral et international», ajoutera-t-il. «Cette visite aura été exceptionnellement positive», estimera, quant à elle, Federica Mogherini. «J'ai été reçue par Monsieur le Premier Ministre Abdelmalek Sellal et, hier samedi, j'ai été reçue par pas moins de six ministres. Je les en remercie car je sais qu'en période électorale, ce n'est pas facile. Je le sais car j'ai été moi aussi dans la politique (...) Ces 18 derniers mois, nous avons travaillé d'arrache-pied sur tous les dossiers. Et le mois dernier, nous avons formellement tout conclu à Bruxelles. L'Algérie a désormais accès à tous les programmes de l'Union européenne», ajoutera encore la représentante de la diplomatie européenne. Elle citera quelques domaines comme l'énergie.

Outre la coopération dans le domaine des énergies renouvelables, il est surtout question de l'épineux dossier des exportations du gaz algérien que les Européens veulent à tout prix réviser. «L'Algérie a continué d'alimenter l'Europe en énergie depuis plus de quatre décennies et cela, sans aucun problème.

Nous attendons, en retour, à ce que nos amis européens tiennent compte de cela lors des négociations futures», dira, à cet effet, Ramtane Lamamra qui annoncera, à l'occasion, une importante visite qu'effectuera, demain mardi à Bruxelles, le ministre de l'Energie, Nourredine Boutarfa, où il aura des discussions avec l'ensemble des parties concernées. Une visite extrêmement importante pour l'avenir de la coopération énergétique entre l'Algérie et l'autre rive de la Méditerranée.

K. A.

SOUK AHRAS

La campagne  
début  
timidement

Ça y aït, c'est parti. C'est hier qu'a débuté la campagne électorale pour les élections législatives qui auront lieu le 4 mai prochain. Au niveau de la wilaya de Souk Ahras, 22 listes avec des dizaines de candidats vont se disputer les 6 sièges de la Chambre basse du Parlement.

À titre d'exemple, à la cité 1 700 logements, à la rue Aïssat-Idir, à la place du 1<sup>er</sup>-Novembre, une poignée de partis ont procédé ce dimanche à l'affichage des listes de leurs candidats sur les panneaux qui leur sont réservés.

Mis à part deux ou trois listes au pifomètre, les tableaux d'affichage où seront placardées les listes sont vides. Cette première journée de campagne a été entamée par les leaders de partis politiques par des rencontres de proximité avec les populations en vue de les inciter notamment à aller en masse vers les urnes le 4 mai prochain, elles qui sont préoccupées par la pomme de terre qui est vendue à 100 DA le kilo.

A vrai dire, convaincre le citoyen lambda à aller voter n'est pas une tâche sans peine.

Ben Abderahmene

M. B.